



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
26 février 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-quinzième session  
Point 44 de l'ordre du jour  
Question de Chypre**

**Conseil de sécurité  
Soixante-seizième année**

**Lettre datée du 24 février 2021, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de la Turquie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 23 février 2021, qui vous est adressée par le Représentant de la République turque de Chypre-Nord, Mehmet Dânâ (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(Signé) Feridun H. Sinirlioğlu



**Annexe à la lettre datée du 24 février 2021 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je vous écris comme suite à la lettre datée du 12 février 2021, qui vous a été adressée par le Représentant chypriote grec à New York et dont le texte a été distribué comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de Sécurité ([A/75/748-S/2021/142](#)). Cette lettre travestit une fois de plus la réalité sur le terrain. Afin de rétablir la vérité, je souhaite porter les considérations suivantes à votre aimable attention.

Pour ce qui est des allégations concernant de prétendues « violations de la réglementation internationale de la circulation aérienne » et « violations de l'espace aérien de Chypre », je tiens à souligner que les vols effectués dans l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord ont lieu au su et avec le plein accord des autorités compétentes de l'État, l'administration chypriote grecque de Chypre-Sud n'ayant en ce domaine aucune compétence ni aucun droit de regard. La direction de l'aviation civile de la République turque de Chypre-Nord est seule compétente pour assurer le contrôle aérien et les services d'information aéronautique dans son propre espace aérien national. Les avis aux navigateurs aériens sont diffusés conformément à l'article 3 de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Convention de Chicago).

Les allégations sans fondement formulées dans la lettre susvisée en ce qui concerne l'utilisation des ports et aéroports chypriotes turcs sont également fausses, l'administration chypriote grecque n'ayant ni compétence ni droit de regard sur Chypre-Nord. En outre, elles témoignent d'une totale méconnaissance de la réalité sur le terrain, à savoir l'existence de deux États indépendants et autonomes sur l'île de Chypre, chacun exerçant sa souveraineté et sa compétence sur son propre territoire.

Pour ce qui est des affirmations fallacieuses concernant l'aéroport d'Ercan, situé dans le nord de l'île, il convient de souligner une nouvelle fois que le centre de contrôle régional et l'aéroport d'Ercan, qui sont équipés des moyens techniques les plus modernes, assurent un contrôle aérien régulier, fiable et sûr. Tous les vols dans l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord se font au su et avec le plein accord de la direction de l'aviation civile de Chypre-Nord, la République turque de Chypre-Nord ayant à cet égard toute compétence et tout pouvoir. Toutefois, le refus de la partie chypriote grecque de coopérer avec la direction de l'aviation civile chypriote turque sur cette question, qui va à l'encontre des appels que vous avez lancés dans vos rapports sur Chypre en faveur d'une coopération entre les deux parties et les acteurs internationaux sur les questions concernant l'île dans son ensemble, peut parfois mettre en danger la sécurité du trafic aérien au-dessus de l'île.

La législation de la République turque de Chypre-Nord en matière de sécurité aérienne est conforme à toutes les normes et recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Elle garantit la sûreté et la sécurité aériennes en réglementant tous les aspects de l'aviation civile, y compris l'exploitation des aéroports et la gestion de la circulation aérienne. Tous les aéroports de Chypre-Nord respectent en tous points les normes internationales, et les investissements nécessaires ont été faits pour que les installations restent à la pointe de la technique. En outre, le nombre de contrôleurs aériens a augmenté proportionnellement au nombre des vols au fil des ans, et le centre de contrôle régional d'Ercan travaille en coopération étroite et régulière avec celui d'Ankara pour garantir la sécurité de tous les vols dans la région. Pendant la seule année 2019, 4 035 276 passagers ont fréquenté l'aéroport d'Ercan. En outre, 27 760 avions ont décollé de cet aéroport ou y ont atterri la même année et 224 898 avions ont utilisé l'espace aérien à service consultatif d'Ercan. À

cet égard, il convient de souligner que la partie chypriote turque est déterminée à se conformer aux normes les plus strictes de sécurité aérienne en respectant pleinement la Convention de Chicago de 1944 et qu'elle est disposée à coopérer avec les autorités chypriotes grecques sur cette question très importante. Je saisis cette occasion pour rappeler à la partie chypriote grecque que son homologue est – depuis toujours – la partie chypriote turque, et non la Turquie.

De plus, l'isolement injuste imposé aux Chypriotes turcs, que la partie chypriote grecque tente de renforcer en considérant unilatéralement tous les ports et aéroports de Chypre-Nord comme « illégaux », est non seulement en tous points contraire au droit international mais également incompatible avec le vœu formulé par Kofi Annan, alors Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans son rapport au Conseil de sécurité daté du 28 mai 2004 (S/2004/437), dans lequel il déclarait sans équivoque : « Je souhaiterais que [...] [les membres du Conseil de sécurité] montrent clairement à tous les États la voie à suivre, qui est celle de la coopération sur le plan bilatéral et dans les instances internationales, afin d'éliminer les restrictions et les barrières inutiles qui ont pour effet d'isoler les Chypriotes turcs et d'empêcher leur développement [...] ».

Contrairement à ce qu'affirme le représentant chypriote grec, aucune des résolutions du Conseil de sécurité sur Chypre ne décrit l'intervention légitime et justifiée de la Turquie en 1974, menée conformément à l'article 4 du Traité de garantie de 1960, comme une « invasion », ni ne qualifie d'« occupation » la présence postérieure de troupes turques sur l'île. De telles allégations ne sont donc que des mensonges purs et simples échafaudés par la partie chypriote grecque dans l'intention de déformer les faits et la réalité historique de l'île. Dans ce contexte, il importe de rappeler la déclaration saisissante faite devant le Conseil de sécurité le 19 juillet 1974 par l'archevêque Makarios, dirigeant chypriote grec de l'époque, qui a accusé ouvertement la Grèce, et non la Turquie, d'avoir envahi et d'occuper Chypre. Ses propos, formulés quatre jours seulement après le coup d'État grec/chypriote grec du 15 juillet 1974, figurent dans les annales de l'Organisation des Nations Unies et n'ont guère besoin d'être précisés.

Pour ce qui est des fausses accusations relatives à la zone d'accès restreint de Maras (Varosha) qui sont proférées dans la lettre susmentionnée et relèvent de la pure rhétorique, je tiens à rappeler derechef que cette zone fait partie du territoire de la République turque de Chypre-Nord et que notre gouvernement y exerce une compétence et une autorité exclusives. À cet égard, les décisions prises sont conformes au droit international et l'ouverture de la zone d'accès restreint de Maras, qui est devenue le symbole du statu quo sur l'île, est une évolution positive que la communauté internationale devrait saluer, et non critiquer.

En ce qui concerne les démarches visant à parvenir à un accord librement négocié et mutuellement acceptable à Chypre, le représentant chypriote grec cherche une fois de plus, de manière flagrante, à désinformer la communauté internationale et à l'induire en erreur. Il essaie vainement de dissimuler le fait que toutes les tentatives de négociation qui ont été lancées depuis plus de cinquante ans pour établir un cadre de règlement fédéral ont été vouées à l'échec à cause du refus catégorique de la partie chypriote grecque de partager son pouvoir et sa prospérité avec la population chypriote turque. L'attachement que prétend avoir la partie chypriote grecque envers un règlement de ce type n'est que de pure forme et a pour unique but de piéger la partie chypriote turque dans un processus de négociation sans fin, alors qu'elle-même continue de tirer avantage d'un statu quo qu'elle décrit comme « inacceptable » et « non viable ». Elle ne devrait plus être autorisée à monopoliser le temps et les ressources de la communauté internationale pour faire avancer son propre programme politique anachronique. Compte tenu de ce qui précède, il est grand temps que la

partie chypriote grecque, au lieu de s'enfermer dans cette voie sans issue, profite de la prochaine réunion rassemblant les cinq parties et l'ONU pour étudier, de bonne foi, des idées nouvelles et réalistes pouvant déboucher sur un résultat positif. La partie chypriote turque est prête à négocier un modèle de règlement fondé sur l'égalité souveraine des deux États et estime que seules des négociations respectueuses de ce principe peuvent porter leurs fruits.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République de Chypre-Nord  
(Signé) Mehmet **Dânâ**

---